GROUPE DE RECHERCHE
ET D'INFORMATION
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ
•
467 chaussée de Louvain
B – 1030 Bruxelles
Tél. : +32 (0)2 241 84 20
Fax : +32 (0)2 245 19 33
Courriel : admi@grip.org
Internet : www.grip.org
Twitter : @grip_org
Facebook : GRIP.1979

Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) est un centre de recherche indépendant fondé à Bruxelles en 1979.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP dispose d'une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information. En 1990, le GRIP a été désigné « Messager de la Paix » par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, en reconnaissance de « Sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».

Le GRIP bénéficie du soutien du Service de l'Éducation permanente de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

NOTE D'ANALYSE – 27 février 2014

LUNTUMBUE Michel & MASSOCK Simon, Afrique centrale : risques et envers de la *pax tchadiana*. Note d'Analyse du GRIP, 27 février 2014, Bruxelles.

http://www.grip.org/fr/node/1216

NOTE D'ANALYSE

AFRIQUE CENTRALE : RISQUES ET ENVERS DE LA *PAX TCHADIANA*

Par **Michel Luntumbue** et **Simon Massock**

27 février 2014

Résumé

Au cours de la décennie écoulée, le Tchad s'est employé à occuper, en Afrique centrale, les zones d'influence laissées en friche par d'autres États aux capacités bien plus importantes (Angola et Cameroun). En projetant une certaine puissance militaire en Centrafrique et aussi au Mali dans le cadre de l'opération Serval et des Nations unies, le Tchad semble vouloir se positionner en leader dans le système de régulation de la sécurité en Afrique centrale et même au Sahel. Bien qu'aucun autre État de l'espace CEEAC – hormis l'Angola – ne dispose d'une puissance de feu équivalente à celle de l'armée tchadienne, ni de troupes aussi aguerries, le statut de la puissance tchadienne reste questionné.

Abstract

Central Africa: risks and setbacks of the *pax tchadiana*

During the past decade, Chad has tried to occupy, in Central Africa, areas of influence left by other more powerful states (Angola and Cameroon). By deploying troops in CAR and also in Mali under the Serval operation and the United Nations peace keeping mission, Chad seems determined to assert itself as a leading country regarding security issues in Central Africa and even in Sahel. Although, Chad has more firepower and seasoned troops than any other ECCAS member state (apart from Angola), his status as a regional power is still questioned.

Introduction

Situé à la confluence des espaces géopolitiques de l'ouest africain et du nord de l'Afrique centrale, le Tchad apparait de plus en plus comme l'État-tampon, à la charnière des systèmes de conflits de la zone sahélo-saharienne, du bassin du Nil et de la Corne de l'Afrique[1]. Son appartenance à différents organismes de coopération, à cheval sur plusieurs complexes régionaux[2], ainsi que les nouvelles menaces sécuritaires nées de l'effondrement de la Libye de Mouammar Kadhafi – notamment le risque d'une contagion de la poussée islamiste –, nourrissent en partie les arguments d'une politique d'influence illustrée par l'intervention décisive du Tchad dans les conflits malien et centrafricain. Mais le Tchad est-il une puissance régionale, en mesure de convertir sa stratégie de projection régionale de la puissance militaire, en une logique de résolution des conflits ? La présente Note propose quelques pistes d'analyse à l'aune du rôle de N'Djamena dans les conflits malien et centrafricain.



Crédit photo: Troupes tchadiennes de la MINUSMA, à Tessalit au Nord-Mali (source: Marco Dormino/UN - 27 juillet 2013)

Le Tchad et le chaos centrafricain

La démission forcée du président de transition centrafricain Michel Djotodia et de son Premier ministre Nicolas Tiangaye – obtenue à N'Djamena le 10 janvier 2014 – a confirmé, si besoin en était, la suprématie diplomatique et militaire du Tchad dans l'espace nord de l'Afrique centrale, ainsi que le statut de puissance incontournable acquis notamment dans le conflit malien[3].

En dix mois à peine d'exercice du pouvoir, Michel Djotodia, premier Président musulman dans un pays à majorité chrétienne, avait fait l'unanimité contre lui en démontrant son incapacité à mettre un terme aux violences communautaires dans son pays, et à exercer un contrôle réel sur les éléments de la coalition hétéroclite de la Séléka, qui l'avait porté au pouvoir en mars 2013[4].

---

1. Un système de conflits se comprend comme un ensemble de conflits, de causes, de formes et de territorialités distinctes, mais qui finissent par s'articuler et s'alimenter sous l'effet de leur proximité, de leurs évolutions ou des alliances tissées par des acteurs divers dont les intérêts convergent. Les systèmes de conflits se caractérisent par leurs frontières fluides, qui transcendent celles des États. Ils s'inscrivent dans des complexes conflictuels plus vastes, à dimension régionale, et dont les multiples dynamiques et les acteurs accentuent ou entretiennent la logique et les tensions. Pour une approche plus ample des systèmes de conflits voire notamment Marchal Roland, « Tchad/Darfour : vers un système de conflits ? », *CNRS/CERI*, 2006 ; voir aussi Paul-Simon Handy « Chad, Wading through a domestic political crisis in a turbulent region » Situation Report, Institute for Security Studies, 5 décembre 2007.
2. Comité Inter-États de Lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS), Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD), Autorité du bassin du Niger (ABN).
3. Gilbert Maoundonodji, « L'intervention militaire tchadienne au Mali : enjeux et limites d'une volonté de puissance régionale », CERI/CNRS, juillet 2013.
4. « Le président Djotodia démissionne, liesse à Bangui », *Le Nouvel Observateur*, 10 janvier 2014.

En effet, depuis le renversement du président François Bozizé par la coalition à dominante musulmane dirigée par Michel Djotodia, la Centrafrique a été emportée dans un cycle de violences intercommunautaires sous le regard impuissant des institutions de transition et de la force régionale d'interposition d'Afrique centrale, la MICOPAX[5].

La convocation du sommet extraordinaire de la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC), à l'initiative du chef de l'État tchadien Idriss Déby, a été l'occasion pour ce dernier d'affirmer la prééminence de la CEEAC et de son président en exercice sur la gestion de la crise centrafricaine, face à l'échec patent de la transition.

Dans la nuit du 10 janvier 2014, les dirigeants de la CEEAC avaient ordonné au Parlement centrafricain de transition (Conseil national de transition - CNT), dépêché à N'Djamena par avion présidentiel tchadien, de préparer un accord prévoyant la mise à l'écart du président Djotodia et de son Premier ministre, afin de faciliter une sortie de crise[6].

« *La transition n'a pas fonctionné comme on le veut* », avait estimé Idriss Déby. « *Les autorités qui ont la charge de mener cette transition n'ont pas pu répondre aux attentes des Centrafricains et de la communauté internationale, dont les plus importantes sont l'ordre et la sécurité* [7] ».

Le réquisitoire du président tchadien contre la direction centrafricaine ne peut cependant occulter la dimension régionale de ce conflit, ainsi que les responsabilités majeures du Tchad dans les crises cycliques qui affectent la Centrafrique. Bien que le conflit actuel se déroule sur le territoire centrafricain, sa compréhension passe aussi par la prise en compte de sa dimension transfrontalière impliquant au premier plan le Tchad, dans une certaine mesure les deux Soudan, mais aussi des pays comme le Cameroun.

Depuis les années 1980, en effet, N'Djamena joue un rôle déterminant dans l'ascension et l'éviction des différents chefs d'États qui se sont succédé en Centrafrique. C'est avec le concours d'Idriss Déby que François Bozizé est arrivé au pouvoir en 2003, de même qu'il est incontestable que la coalition hétéroclite qui a porté Michel Djotodia au pouvoir a été constituée à partir du Tchad[8] et du Soudan.

Bien davantage, la Séléka est parvenue au pouvoir grâce notamment à la passivité des forces tchadiennes parties prenantes de la force régionale d'interposition, la MICOPAX, qui ont laissé les rebelles progresser vers Bangui sans s'interposer, alors que leur mandat le recommandait. Ce revirement est consécutif à la dégradation des relations entre Idriss Déby et François Bozizé depuis 2012, après des années de tensions. Le retrait soudain, en octobre 2012, des éléments tchadiens de la garde présidentielle de Bozizé, a été l'un des signes de cette rupture, qui augmentait les risques de coup d'État[9]. En une décennie, chaque année a été ponctuée de risques d'une rébellion en Centrafrique, entrainant la lassitude des alliés régionaux de François Bozizé.

5. *Ibidem*.

6. Cet évènement, qui reste unique dans les annales des transitions post-coup d'État en Afrique, démontre à la fois l'état de proto-souveraineté de la RCA et la volonté de puissance de N'Djamena, soutenue en l'occasion par la France.

7. *Ibidem*.

8. Roland Marchal : « Idriss Déby a officieusement aidé les rebelles de la Seleka », Entretien réalisé par Rosa Moussaoui, *L'humanité*, 13 novembre 2013.

9. Sébastien Badibanga, « Bozizé n'a pas respecté les accords de Libreville », *Afrik.com*, 25 mars 2013.

Ce soutien officieux apporté à la Séléka pourrait aussi s'expliquer par la volonté d'Idriss Déby de se débarrasser de certains rebelles tchadiens, dont une partie a rejoint les rangs de la coalition centrafricaine. Ces combattants initialement stationnés au Darfour – à l'époque où Khartoum et N'Djamena s'opposaient par rébellions interposées – sont devenus encombrants, dès lors que les deux régimes se sont réconciliés.

Une autre appréciation prête à Idriss Déby la volonté de sécuriser l'accès aux champs pétroliers tchadiens, en dissuadant les compagnies chinoises susceptibles d'opérer dans le nord de la Centrafrique si la situation avait été stable[10].

Mais d'une manière générale, la présence et l'influence tchadienne en Centrafrique s'explique par la fragilité de l'État et le déficit du leadership à l'origine d'une instabilité chronique dans ce pays qui partage, dans sa frange septentrionale, les mêmes clivages socio-culturels et une continuité socio-anthropologique avec son puissant voisin.

La Séléka, en dépit des revendications politiques initialement exprimées, reste un assemblage de groupes faiblement structurés, sans réelle chaîne de commandement ou de véritable contrôle au niveau politique. Par ses composantes, elle reflète davantage un mouvement régional que centrafricain. Son assise sociale se situe dans le nord du pays et au sein des groupes communautaires transfrontaliers. Dans ces régions caractérisées par une présence marginale de l'État, le sentiment national reste faible et la nationalité des habitants est mise en doute, même lorsque ces derniers sont nés en Centrafrique.

L'offensive rebelle de décembre 2012 a vue s'agréger au mouvement initial, des rebelles tchadiens en déshérence, des combattants soudanais[11], des braconniers et des jeunes recrutés dans les villes conquises et principalement au sein de la communauté musulmane. En définitive, la Séléka a pris les traits d'un mouvement armé reflétant le ressentiment des populations du Nord mal ou peu représentées et que les habitants du centre et du sud du pays ne considèrent pas comme de vrais Centrafricains. Les exactions commises par les éléments de la Séléka, dans les jours qui ont suivi la prise de Bangui, ont vite exacerbé le clivage communautaire alimenté par le cycle de représailles et la mobilisation des milices « anti-balakas » prétendant défendre les communautés chrétiennes contre les agissements des éléments de la Séléka.

Lors des pourparlers de Libreville de janvier 2013, relatifs aux accords de partage de pouvoirs entre la rébellion et le Président François Bozizé, la diplomatie tchadienne – entendre Idriss Déby – avait imposé l'attribution du ministère de la Défense à la Séléka. Toutefois, l'incapacité du pouvoir de transition à rétablir l'ordre et la stabilité débouchera finalement sur la dissolution de la Séléka par Michel Djotodia en septembre 2013, sans que cela n'interrompe le cycle des violences.

Aussi, l'échec du pouvoir de transition incarné par Djotodia reste dans une certaine mesure l'échec de la politique de la procuration sécuritaire de N'Djamena en Centrafrique.

---

10. Roland Marchal, *op. cit.*

11. Probablement les Janjawids soudanais, combattants arabes du Darfour qui se sont opposés militairement aux rebellions autonomistes du Darfour. Le déploiement de la force internationale au Darfour a marginalisé ces anciens alliés de Khartoum, devenus un problème pour le nouveau Soudan. Ils se sont par conséquent mués en bandits de grand chemin, migrant vers la Centrafrique, État particulièrement fragile, pour se livrer aux pillages et trafics de toutes sortes.

La tentative de reprise en main opérée par le sommet extraordinaire de la CEEAC de janvier 2014 pourrait, à court terme, rester sans remède sur l'absence d'un leadership de substitution, dans un pays divisé, sans État, et dépourvu d'une véritable armée.

Incertitudes et risques d'instabilité régionale

Si le départ de Michel Djotodia et l'élection par le CNT de l'ancienne maire de Bangui, Catherine Samba Panza, à la tête de la transition, ont été accueillis favorablement par la population comme une étape de sortie de crise, ils n'ont cependant pas conduits à une baisse perceptible de l'insécurité à Bangui et dans le reste du pays. De plus, la présence des troupes tchadiennes reste une pierre d'achoppement : les soldats tchadiens, engagés au sein de la MISCA, ont été généralement perçus par les habitants de la capitale comme des alliés des anciens rebelles de la Séléka.

Des incidents survenus au cours des mois de décembre et de janvier derniers ont contribué à creuser la méfiance : un manifestant anti-Séléka a trouvé la mort après qu'une patrouille tchadienne ait ouvert le feu sur la foule à Bangui, tandis qu'une fusillade opposait des soldats burundais et tchadiens de la MISCA. Ces derniers étaient intervenus pour libérer des éléments de la Séléka appréhendés par le contingent burundais[12]. La tension a été telle qu'il a été un moment question de redéployer le contingent tchadien pour la sécurisation du Nord du pays.

Le Tchad, qui fournit le deuxième contingent militaire le plus important de la MISCA, avec 792 hommes très aguerris, reste cependant un interlocuteur incontournable, sans lequel rien ou presque ne peut se faire sur le plan politique[13]. N'Djamena, qui exerce actuellement la présidence tournante de la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC), reste aussi un allié indispensable au Mali, où son armée a payé le plus lourd tribut en termes de pertes de vies humaines lors des opérations menées conjointement avec l'armée française, contre les djihadistes qui occupaient les régions septentrionales du pays.

La politique d'influence tchadienne en RCA s'explique par ailleurs par la présence en Centrafrique de milliers de ressortissants tchadiens, quelques 35 000 selon les estimations, dont la moitié vivait à Bangui au début de la crise[14]. Déjà pris en étau par d'autres foyers d'instabilité à ses frontières communes avec le Nigeria, le Niger et la Libye, le Tchad semble déterminé à ne pas laisser le chaos s'installer sur sa frontière méridionale.

En attendant, la gestion chaotique du pouvoir pendant les dix mois de présidence de Michel Djotodia, ainsi que les conditions de sa démission, semblent augurer d'une longue période d'incertitude pour la Centrafrique. Le déficit de légitimité et de leadership est patent, de même qu'il reste difficile d'évaluer l'impact de la fracture communautaire née de la conquête brutale du pouvoir par la Séléka.

---

12. « Fusillade entre militaires de l'Union africaine », *Le Nouvel Observateur*, 24 décembre 2013.

13. Sur un effectif prévisionnel de 6 000 hommes, militaires et policiers, autorisé la résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies pour désarmer y compris par la force les groupes armés présents en RCA, on compte début février les effectifs militaires suivants selon les pays : Burundi (850), Cameroun (517), République du Congo (864), Gabon (517), Guinée équatoriale (205), Tchad (792), Rwanda (850). Voir « 5 305 soldats de la MISCA fournis par 8 pays d'Afrique centrale, y compris le Rwanda », *Afriqueinfos*, 30 janvier 2014.

14. Sarah Diffalah, « L'embarrassant allié tchadien », *Le Nouvel Observateur*, 26 décembre 2013.

Le scénario de la tenue précipitée d'élections générales – inspiré de la gestion de la crise malienne – et prévues au plus tard pour le premier semestre 2015 (même si Paris souhaiterait qu'elles soient organisées avant la fin 2014), reste un pari extrêmement risqué dans un contexte d'effondrement des institutions centrales, de faiblesse des partis politiques, de désorganisation de l'économie et de l'État.

Sur le plan sécuritaire en effet, la présence de quelque 5 000 hommes de la MISCA, sur les 6 000 prévus, renforcés par 1 600 soldats français de l'opération Sangaris, n'a pas permis de mettre un terme aux violences meurtrières, ni d'enrayer l'amorce d'une territorialisation du clivage communautaire, avec l'exode des populations musulmanes des régions méridionales du pays[15].

À l'appel de l'état-major, des centaines d'ex-militaires centrafricains qui avaient quitté les rangs après la conquête du pouvoir par la Séléka, avaient rejoint les casernes début janvier pour reprendre du service. Nombre d'entre eux avaient rallié par dépit ou désespoir les rangs des milices anti-balaka[16]. Le président du CNT et éphémère président intérimaire Alexandre-Ferdinand Nguendet avait alors plaidé pour une nouvelle armée qui réunirait les anciens soldats de l'armée régulière, les ex-FACA (Forces armées de la Centrafrique), ainsi que les anciens rebelles de la Séléka et les anti-balaka[17].

Cependant, ce scénario d'une réconciliation centrafricaine dépendra de trois facteurs : l'émergence d'un leadership rassembleur en mesure de fédérer toutes les composantes de la société ; la mise en place d'un plan de redressement économique pour répondre aux besoins d'une population fragilisée et de ses milliers de déplacés ; et enfin d'un environnement régional fondé sur une approche plus collective de la sécurité.

Le Tchad aura une grande part à jouer en optant pour une stratégie d'influence régionale moins axée sur la seule posture d'affirmation de puissance pour privilégier une approche visant la résolution collective des conflits. Les risques sécuritaires entourant le débordement des éléments de la Séléka et des ex-FACA dans les pays voisins, ne sont pas sans évoquer les développements de la crise rwandaise de 1994[18] et pourraient ramener la *pax tchadiana* à un bricolage hasardeux… L'afflux des réfugiés et d'éléments armés en provenance du Rwanda dans l'est de la RDC, à la suite du génocide de 1994, est en effet en grande partie à l'origine des conflits qui endeuillent les provinces congolaises du Nord et du Sud-Kivu depuis près de vingt ans…

15. Le schéma d'une pacification rapide par le désarmement de belligérants identifiés a été vite démenti par la complexité et l'évolution de la nature d'un conflit aux implications à la fois locales et régionales, mais qui met désormais aux prises des populations civiles.

16. Thomas Hofnung, « Centrafrique : nouvelles tueries en catimini », *Libération*, 13 janvier 2014.

17. Florence Richard, « Le président Djotodia parti, les musulmans terrés à Bangui », *Libération*, 12 janvier 2014.

18. « RDC : l'ONU s'inquiète d'infiltrations d'hommes armés de Centrafrique », *Jeune Afrique*, 8 janvier 2014. Les Nations unies se sont inquiétées début janvier de la présence dans le nord de la République démocratique du Congo d'éléments armés venus de Centrafrique, craignant un effet déstabilisateur.

Quel leadership pour le Tchad?

De quels atouts dispose cependant le Tchad pour prétendre à un rôle structurant et intégrateur en Afrique centrale ? De toutes les régions du continent, l'Afrique centrale semble être celle où la question du leadership pose le plus de défis. Alors que les régions d'Afrique australe et occidentale vivent dans une relative reconnaissance de leurs leaders respectifs (l'Afrique du Sud et le Nigeria), les régions d'Afrique orientale et septentrionale ploient au contraire sous les ambitions de puissance de la quasi-totalité de leurs pays respectifs. Quant à l'Afrique centrale, le déficit de leadership a longtemps caractérisé ses dynamiques, marquées par l'ambition limitée d'États qui soit ne peuvent pas exercer d'influence – en raison de leur taille (Gabon et Guinée équatoriale), de leur capacité diplomatique réduite (Congo-Brazzaville et Tchad) ou des conflits qui les affligent (RDC et RCA) – ou ne veulent pas, en raison de choix diplomatico-stratégiques (Cameroun) ou de l'intérêt bien plus marqué qu'ils portent à d'autres régions (Angola et SADC[19]). En effet, le peu de consistance observée dans les dynamiques de coopération et d'intégration régionale a poussé les États de la périphérie (Angola et Burundi) à intégrer d'autres espaces régionaux (SADC et CAE[20]), de manière à mieux préserver leurs intérêts stratégiques.

Lors de la décennie écoulée, le Tchad s'est employé à occuper les zones d'influence laissées en friche dans l'espace CEEAC par des États aux capacités bien plus importantes (Angola et Cameroun). Il l'a fait en projetant une certaine puissance militaire en RCA et aussi au Mali dans le cadre de l'opération Serval et des Nations unies. Aucun autre État de l'espace CEEAC – hormis l'Angola – ne dispose d'une puissance de feu égale à celle de l'armée tchadienne ni de troupes aussi aguerries au combat. Mais cela suffit-il à faire du Tchad une puissance régionale dans un espace où, il est vrai, les rivaux n'abondent pas ?

Tableau des effectifs des Forces armées dans l'espace CEEAC :

États	Population (P)	Forces armées (FA)	Ration P/FA (1 soldat pour x habitants)	% du PIB consacré aux dépenses militaires (2012)
Angola	18 056 072	107 000	169	3,5
Burundi	10 557 259	20 000	528	2,4
Cameroun	20 129 878	14 200	1 418	1,3
Centrafrique	5 057 208	2 150	2 352	2,5 (2010)
Congo-Brazzaville	4 366 266	10 000	437	1,2 (2010)
RD Congo	75 599 190	134 250	563	1,7
Gabon	1 608 321	4 700	342	1,4
Guinée équatoriale	685 991	1 320	520	3,7(2009)
Tchad	10 975 648	25 350	433	2,6 (2011)*

(Sources : Military Balance 2013, SIPRI Yearbook 2013 (*estimations réalisées par le SIPRI)

19. SADC : *Southern African Development Community*, soit la Communauté de développement d'Afrique australe.

20. EAC : *East African Community*, soit la Communauté de l'Afrique de l'Est.

Bien qu'il soit largement admis aujourd'hui que les attributs de la puissance ont considérablement varié avec l'émergence de nouveaux acteurs internationaux[21], il reste néanmoins possible d'identifier quelques éléments déterminants de la puissance régionale. La typologie développée par Daniel Flemes[22] demeure pertinente à cet égard, car elle confirme qu'un pays ne peut prétendre au statut de puissance régionale que s'il possède suffisamment de *hard power* et de *soft power*. Le politologue identifie quatre facteurs structurants de la puissance régionale : la revendication explicite d'un statut de puissance, le degré de *hard* et de *soft power*, le recours aux instruments de la diplomatie, et l'acceptation par les autres pays de la région du leadership revendiqué.

Pour ce qui est de la **revendication du leadership**, l'implication du Tchad dans la crise du Mali constitue un changement majeur vers une rhétorique officielle beaucoup plus volontariste[23] dans le sens de l'affirmation d'un certain leadership. Fraîchement élu, le Président Hollande avait d'abord considéré le Tchad comme l'un des pays que le déficit en termes de démocratie et de droits de l'Homme ne prédisposait pas à un approfondissement des relations avec la France. Le revirement de l'Hexagone sur le dossier malien, où Paris a requis la contribution du Tchad, a été perçu par N'Djamena comme un acte de légitimation que sa diplomatie a intelligemment utilisé à son avantage. Depuis lors, le Tchad assume plus ouvertement un rôle de leadership qui va au-delà de la seule prétention militaire[24]. Il est vrai que cet engagement du Tchad au Mali, un pays de la CEDEAO, a été unanimement salué par la communauté internationale, à un moment où les pays de l'Afrique de l'Ouest ne se pressaient pas au secours de leur voisin assiégé.

Pour ce qui est des **ressources matérielles et idéationnelles**[25], le Tchad apparaît en bien mauvaise position et peut difficilement revendiquer un statut de leadership dans cette catégorie en Afrique centrale. En effet au regard des critères du *hard power* (ressources matérielles), malgré la manne pétrolière et des progrès substantiels ces dernières années, le Tchad reste l'un des pays les plus pauvres dans une région où, il est vrai, les ressources abondent. Son PIB (12,88 milliards de dollars en 2012), est inférieur à celui des pays les plus importants[26] de la sous-région (Angola, Cameroun, Congo-Brazzaville, Gabon et Guinée équatoriale), et son IDH (0,340) est aussi bien plus modeste que la majorité de ses pairs[27]. En matière économique, le pays reste dépendant de la culture du coton et de l'exploitation du pétrole. En raison de son histoire d'instabilité politique caractérisée par des guerres frontalières (avec la Libye), des rebellions sur plusieurs fronts (soudanais et centrafricain) mais aussi par une tradition de la transmission du pouvoir politique par les

21. Bertrand Badie et Dominique Vidal, « Puissances d'hier et de demain - L'état du monde 2014 », *La découverte*, 2013.

22. Daniel Flemes, *Regional power South Africa: Co-operative hegemony constrained by historical legacy*, Journal of Contemporary African Studies, Vol. 27, N°2, 2009.

23. Gilbert Maoundonodji, *op. cit*.

24. La gestion en janvier 2014 de la destitution de Djotodja par le Président Deby, qui assure la présidence tournante de la CEEAC, en est un exemple parmi d'autres.

25. Entendues dans le sens de l'influence dans le domaine de la production des valeurs.

26. En 2012, les PIB (en milliards de dollars) étaient estimés par la Banque mondiale à 114,1 pour l'Angola ; 25,32 pour le Cameroun ; 18,38 pour le Gabon ; 17,7 pour la Guinée équatoriale et 13,67 pour le Congo-Brazzaville.

27 . Respectivement 0,683 pour le Gabon ; 0,554 pour la Guinée équatoriale ; 0,534 pour le Congo-Brazaville ; 0,508 pour l'Angola ; et enfin 0,495 pour le Cameroun (selon l'index de développement humain du programme des Nations unies pour le développement).

armes et non par les urnes, le Tchad a beaucoup investi dans la constitution de forces armées dont le nombre a augmenté de manière substantielle[28]. Ceci fait du pays, une force militaire dans la région mais un nain économique, travaillé par d'énormes vulnérabilités structurelles.

La fragilité structurelle du pays est encore plus explicite dans la catégorie des ressources idéationnelles. Malgré une vraie politique de stabilisation et de consolidation interne, le pays ne s'est pas encore fait remarquer par sa capacité à exporter des valeurs démocratiques et humanistes dans son environnement immédiat. Au contraire, le Tchad reste un pays où des opposants politiques sont contraints à l'exil, ce qui a une influence négative sur la perception symbolique du système politique et de la société tchadiens. Le Tchad n'est pas non plus connu comme un espace social où les universités et autres écoles spécialisées attirent des cadres d'autres pays et où les organisations de la société civile, y compris les instituts de recherche prospèrent.

Dans la catégorie du **recours aux moyens de la diplomatie**, le pays semble s'être récemment doté d'une stratégie pour sous-tendre ses ambitions avérées de leadership. En effet, N'Djamena a savamment déployé un réseau et des moyens diplomatiques pour se positionner comme interlocuteur incontournable en Afrique centrale. En 2013, le pays a obtenu qu'une de ses ressortissantes occupe le siège de Commissaire de l'Union africaine pour le commerce. Au niveau de la CEEAC, en plus d'avoir obtenu la nomination d'un Tchadien au poste de Secrétaire général, le hasard du calendrier a voulu que N'Djamena occupe la présidence de l'organisation au moment où la crise Centrafricaine battait son plein. Pour couronner le tout, le Tchad s'est fait élire en 2014 au Conseil de sécurité des Nations unies mais aussi au Conseil de paix et de sécurité de l'UA. Ces divers déploiements ne sont guère le fruit du hasard mais plutôt d'une diplomatie volontariste et porteuse d'un projet national que le pays gagnerait à articuler de manière plus explicite. La capacité du Président Déby à déceler les dynamiques régionales et internationales et à en tirer profit pour son pays et pour lui-même n'est pas étrangère à cet état de fait. Seulement, cet usage de la diplomatie ne semble pas aller au-delà d'ambitions nationales, le Tchad n'étant pas porteur d'un projet régional ou panafricain connu, qui positionnerait le pays favorablement dans sa course au leadership.

L'**acceptation du leadership** ou encore le degré de reconnaissance de l'autorité d'une puissance régionale par ses pairs restent indéniablement des critères beaucoup plus difficiles à évaluer au sujet du Tchad. Toute d'abord, parce que le statut de puissance régionale du Tchad n'est pas forcement avéré, ensuite parce que la seule capacité de projection militaire ne suffit pas à accéder au statut de puissance régionale légitime et responsable. Récemment encore, le Tchad était considéré – au même titre que la RCA – comme l'enfant malade d'Afrique centrale. Même si le pays a su se stabiliser au point d'imposer sa tutelle à la RCA au cours des dix dernières années, cette stabilité ne repose pas sur des fondements suffisamment solides pour faire du pays un modèle que d'autres pays voudraient suivre.

28. Selon le Military Balance, les effectifs de l'armée tchadienne s'élevaient à 17 000 hommes en 1989-90, 30 350 en 1999-2000 et sont estimés à 25 350 en 2013.

Bien au contraire, il n'est pas sûr que la stabilité actuelle survive au régime du Président Déby, qui n'a pas encore su établir un consensus national sur le modèle tchadien. De ce fait, il est difficile de conclure à une acceptation sans réticence des autres pays de la CEEAC du leadership tchadien.

Conclusions

Même si le Tchad est devenu un acteur incontournable dans la région de l'Afrique centrale, son statut de leader n'est pas avéré dans la mesure où il ne repose en grande partie que sur sa capacité de projection militaire et le volontarisme personnel du Président Déby. De plus, il n'est pas certain que le Tchad soit totalement capable de projeter la force militaire sans l'appui ou la bienveillance de la France, toujours présente lorsque N'Djamena s'engage dans un théâtre de crises (RCA et Mali). En somme, l'autonomie de projection militaire du Tchad n'a pas encore été réellement testée. La relative faiblesse économique, l'absence de modèle politique durable et les balbutiements d'une diplomatie au demeurant fort ambitieuse font du Tchad un acteur complexe, tiraillé à la fois entre une certaine volonté de puissance et les contradictions internes d'une société pré-démocratique en proie à de nombreuses fragilités structurelles. De ce fait, le Tchad n'est pour l'instant pas capable d'exporter autre chose que sa puissance de feu. La *pax-tchadiana* n'est pour le moment qu'une *pax-militaria*.

* * *

Bibliographie

- Bertrand Badie et Dominique Vidal, « Puissances d'hier et de demain - L'état du monde 2014 », La découverte, 2013.
- Daniel Flemes, Regional power South Africa: Co-operative hegemony constrained by historical legacy, Journal of Contemporary African Studies, Vol. 27, N°2, 2009.
- Marchal Roland, « Tchad/Darfour : vers un système de conflits ? », CNRS/CERI, 2006.
- Gilbert Maoundonodji, « L'intervention militaire tchadienne au Mali : enjeux et limites d'une volonté de puissance régionale », CERI/CNRS, juillet 2013.

Les auteurs

Michel Luntumbue est chargé de recherche au GRIP dans l'axe Conflit, sécurité et gouvernance. Simon Massock est rattaché à l'ISS, l'Institut d'études de sécurité de Pretoria.

Avec le soutien du



GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Affaires étrangères
Direction de la coopération
au développement